

BRUXELLES CENTRAL

METRO-Liens

RAPPORT D'ACTIVITÉS - 2019

BRUXELLES CENTRAL

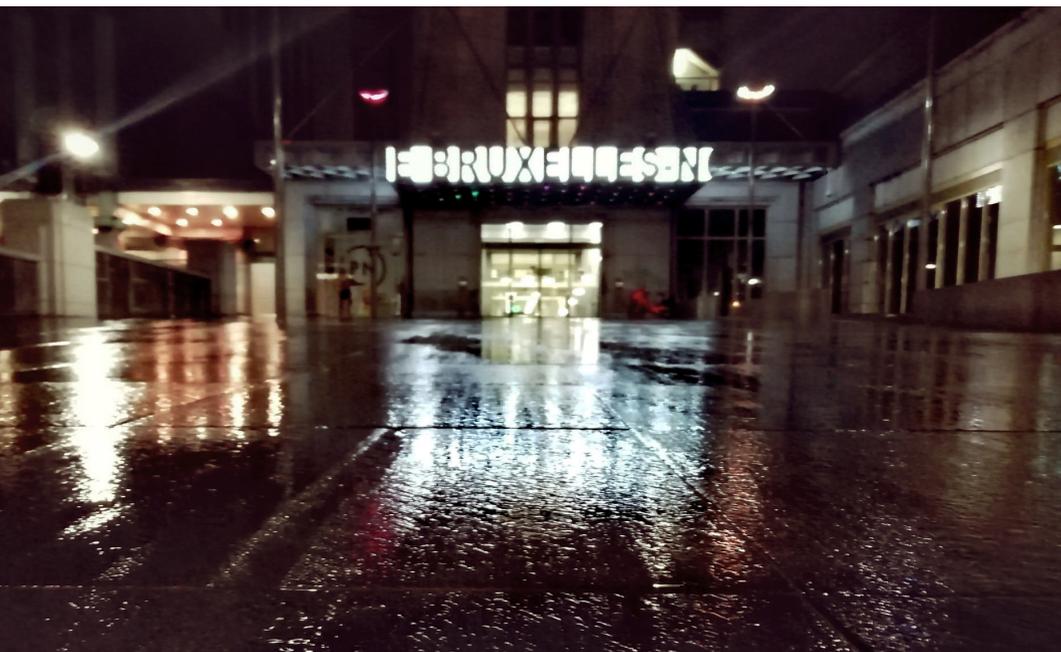


COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE



bps-bpv
.brussels
Bruxelles Prévention & Sécurité
Brussel Preventie & Veiligheid

Avec le soutien de la Région de Bruxelles-Capitale géré par Bruxelles Prévention & Sécurité et des Ministres de L'aide aux personnes du Collège Réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles.



SOMMAIRE

Edito	3
Travail de rue	4
Axes de travail	5
Histoires de metro	6-9
Focus sur les migrants intra-EU	10-12
Campagne de sensibilisation	13-15
Bilan 2019- Perspectives 2020	16
Recommandations	17
L'équipe	18
Interventions	19
Habitant de l'espace semi-public	20-21
Localisation	22-23

Après 8 ans de travail de rue auprès des "habitants du métro" sur le réseau de la STIB soutenu par la Commission communautaire commune, des moyens supplémentaires de Bruxelles Sécurité & Prévention ont permis d'augmenter efficacement le nombre de travailleurs de rue et d'étendre notre expertise vers tous les espaces semi-publics. Les résultats présentés dans ce rapport d'activité sont le fruit du financement de ces deux institutions.

Chaque personne que nous rencontrons a une histoire qui lui est propre, mais tous ont en commun, des forces et des talents sur lesquels nous pouvons nous appuyer dans notre accompagnement.

Dans une approche holistique, nous tenons compte du contexte et des personnes qui en font partie, tels que les commerçants, les usagers et employés de la station de métro ou de train, comme des éléments de ressource auprès des habitants du métro.

Depuis mai 2019, notre mission a pu s'étendre à un plus grand nombre de stations mais également à de nouveaux espaces semi-publics (vous trouverez plus d'infos à ce sujet à la page 20) grâce à un subside de Bruxelles Prévention & Sécurité qui nous a permis de doubler notre équipe en passant d'1,5 à 3 ETP. Ce subside ayant une durée de 8 mois, nous attendons avec beaucoup de confiance que celui-ci soit reconduit en 2020, afin de poursuivre les accompagnements que nous avons entamés à la venue de nos nouveaux collègues.

2019 a également été marqué par une campagne de sensibilisation visible dans les métros bruxellois qui nous a demandé un grand engagement (nous vous en disons plus à la page 13).

Dans un contexte où le secteur d'aide aux sans-abri oriente de plus en plus son aide vers l'accès au logement, un public qui reste encore en marge de ces dispositifs car il n'y a tout simplement pas ou peu accès, concerne les migrants intra-européens. Nous avons décidé de leur accorder une plus grande attention dans ce rapport d'activités (page 10).

Bonne lecture,
L'équipe Métro-Liens

TRAVAIL DE RUE

Travail de rue dans les espaces semi-publics bruxellois

Le métro, les gares, les parkings, les centres commerciaux, les parcs et autres espaces semi-publics révèlent de nombreuses fonctions et y vivre offre certains avantages : la chaleur ou la protection, la possibilité d'obtenir un petit revenu, l'accessibilité de la nourriture et des boissons, le lien social avec les voyageurs ou les autres personnes sans-abri, une visibilité ou juste à l'inverse l'anonymat.

Le projet METRO-Liens s'adresse aux personnes sans-abri qui s'investissent d'une manière ou d'une autre dans cet espace semi-public. Ceci tant au centre qu'à la périphérie de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les raisons pour lesquelles les personnes se trouvent en rue sont variées. Chacune possède une histoire singulière, généralement jalonnée de multiples ruptures.

Pour survivre en rue, les habitants de l'espace semi-public développent de nombreux talents et compétences. En tant que travailleurs de rue, nous nous appuyons sur ces forces pour renforcer la confiance et l'estime de soi des personnes avec lesquelles nous travaillons. Au cours du processus de réhabilitation sociale, les travailleurs de rue jouent un rôle de fil rouge et de création de liens sociaux. Ils analysent les besoins, remotivent, planifient les parcours d'insertion, orientent et accompagnent physiquement les personnes vers les structures d'aide adéquates (CPAS, hôpitaux, Centres de Santé Mentale, centres d'hébergement, ...) et vers le logement. Ils mettent en place un accompagnement de trajet adapté, inconditionnel et respectueux du rythme de la personne sans-abri en question.

Un axe important du projet METRO-Liens concerne le travail d'information et de soutien du personnel des zones semi-publics, des voyageurs, des commerçants, etc. Grâce à notre connaissance de la vie en rue, nous essayons de nuancer le regard que ces derniers peuvent porter sur les habitants de l'espace semi-public. Nous essayons aussi de soutenir et d'encourager chacun à jouer un rôle important et à apporter une contribution positive à la vie des personnes sans-abri.



> 1. Travail de rue

Travail de rue avec les personnes sans-abri dans les espaces semi-publics, tant au centre qu'en périphérie de la RBC. Ecouter, soutenir, informer, (re)motiver, accompagner physiquement, orienter, ... Nous jouons le rôle de « fil rouge » aux côtés de la personne dans son processus de reconstruction de son trajet de vie.

> 2. Soutien et information

Informier et soutenir le personnel dans les espaces semi-publics, les voyageurs et les commerçants qui rencontrent les habitants de la rue dans leur lieu de vie afin d'améliorer le vivre ensemble. Chacun d'entre eux peut jouer un rôle important et apporter une contribution positive dans la vie des habitants de la rue.

> 3. Campagne de sensibilisation

Par **le biais d'affiches, de médias sociaux, de notre site web** et de divers autres canaux, nous souhaitons toucher la société à Bruxelles et bien au-delà. L'objectif est d'informer le grand public sur le phénomène du sans-abrisme et de l'inviter à traiter les personnes de la rue de manière positive et constructive.

> 4. Concertation et formation

Nous partageons notre expertise tant lors de réunions mensuelles avec la STIB, qu'au sein des groupes de travail. Dans le secteur des sans-abri et bien au-delà, nous sommes reconnus et jouons **un rôle important en tant que référent**.

Vasyl est un régulier dans de nombreux endroits de la ville. Il choisit toujours la station de métro comme base. Le flux quotidien des navetteurs est pour lui une source de revenu potentiel. Vasyl a l'apparence du mendiant typique : cheveux longs, longue barbe et des couches de vêtements qui dépassent la fonctionnalité.

Cependant, sa personnalité est plus complexe que cette image stéréotypée. Vasyl est un homme de principes. Un homme chaleureux pour qui la loyauté et l'honnêteté sont des aspects qui donnent un sens et une orientation à sa vie et à ses contacts avec les gens. La technique de mendicité qu'il a développée et perfectionnée, lui permet de générer un revenu avec un degré de privation qui est vivable pour lui.

Vasyl a la nationalité roumaine. Quand la Roumanie est devenue officiellement membre de l'Union européenne, ses chances de construire une vie normale en Belgique ont été réduites à zéro : sans résidence légale, sans abri, handicapé avec une batterie d'autres problèmes médicaux. Néanmoins, au fil des ans, nous avons frappé à toutes les portes possibles pour lui donner une vie digne. Nous avons demandé une allocation au CPAS, nous avons essayé de faire reconnaître un statut d'invalidité, nous avons demandé une régularisation médicale, Toutes nos demandes ont reçu des réponses négatives. Etant citoyen de l'Union, il ne peut obtenir un statut légal que via un contrat de travail. La seule chose que nous pouvons obtenir est une carte médicale du CPAS. Vasyl se rend compte qu'il ne possédera jamais plus que sa tente et la mendicité.

Les contacts avec lui demeurent, mais le contenu change. Nous parlons moins de l'avenir, moins des démarches que nous pourrions entreprendre, mais plus de ce qui l'occupe tout au long de la journée et de la façon dont il voit la vie dans son ensemble. Le travail de rue devient moins organisé et acquiert ainsi plus de profondeur. Il sourit depuis des années aux propositions d'hébergement au Samu qu'il refuse par dignité.

À un moment donné, en souriant, il m'a confié qu'il acceptait de mourir en rue. Il a fini par le faire. Anonyme et seul. Il a été retrouvé accidentellement par un passant.

- Joris



HISTOIRES DE METRO

Ma première rencontre avec Lucien dit beaucoup de lui : je l'ai rencontré aux funérailles d'un de ses amis de la rue que j'accompagnais à l'époque. Il est venu vers moi, m'a demandé : tu es travailleuse sociale ? Et sans attendre ma réponse, a décidé : je veux que tu m'accompagnes ! Il n'y avait pas plus simple pour démarrer !

Lucien connaît bien le réseau, il a d'ailleurs déjà été frapper à de nombreuses portes. Malheureusement elles sont nombreuses à s'être refermées. Lucien n'entre pas dans une seule case, mais dans plusieurs. Et puis, c'est compliqué pour lui de respecter les règles des institutions, il aime la compagnie des autres, on peut même dire de lui qu'il est sociable, mais leur présence est aussi parfois difficile à gérer et peut mener à des crises qui peuvent effrayer. Quand on le

connaît un peu, on sait pourtant qu'après avoir claqué la porte il revient toujours en s'excusant. Les professionnels parlent de difficultés à respecter le cadre, disons plutôt qu'il le teste pour savoir s'il tiendra bon...

Lucien cumule un handicap mental avec des problèmes de santé mentale et des troubles du comportement, sa santé physique s'est dégradée durant ces dernières années et il a déjà testé à peu près tous les produits qui circulent en

rue.

Il ne tient qu'à une accroche, qu'à une institution qui verra en lui le chemin possible, pour qu'il trouve un repère quelque part, en sachant qu'il aura besoin parfois de partir pour mieux revenir.

Quand on parle d'approche intersectorielle, c'est exactement à lui que je pense, si on veut l'accompagner au plus proche de ses besoins, qui sont multiples, il n'y a pas le choix, il faut décloisonner!

- Alexandra

M. Albert est un homme d'origine portugaise, il a 60 ans et vit en Belgique depuis 10 ans. Pendant les sept premières années, il vit avec sa sœur et travaille à temps partiel dans une entreprise de nettoyage dans le Brabant wallon. À la suite d'une dispute, il quitte la maison de sa sœur et se retrouve à la rue.

Comme il ne trouve pas de solution dans sa région, il vient à Bruxelles pour y trouver un abri d'urgence. Il perd son emploi. Il demande des allocations de chômage et, comme il n'a travaillé qu'à temps partiel, il reçoit une allocation réduite d'environ 550 € par mois.

Albert est coincé dans sa situation : ses revenus sont trop faibles pour lui permettre de louer quoi que ce soit. La vie dans la rue, dans le métro et au Samusocial est trop chaotique pour trouver du travail. Son statut ne lui permet pas de demander un supplément au CPAS.

Nous nous rencontrons durant l'automne 2018. La situation est désespérée : il n'a que ses maigres revenus, trop faibles pour vivre. Il veut retourner au travail, mais cela ne marchera pas tant qu'il sera dans la rue. Ensemble, nous allons à HOB0, une organisation partenaire d'Actiris. HOB0 offre aux personnes en situation de précarité un statut protégé, afin qu'elles puissent d'abord travailler sur leur situation sociale et administrative, avant de chercher réellement du travail. Ils proposent entre autres des formations à bas seuil. Depuis, Albert a suivi un cours de français.

Soudain, en octobre de l'année dernière, une grande nouvelle est arrivée : après 3 ans de vie dans la rue, Albert a eu l'opportunité de s'installer dans une communauté chrétienne, peut-être pour le reste de sa vie !

Lors de son inscription à la maison communale, on apprend qu'il a été officiellement radié depuis 5 mois à son ancienne adresse. Nous recueillons des preuves qu'il se trouve effectivement en Belgique pendant cette période.

A cause de la radiation officielle, il a été sanctionné par l'ONEM : 10 semaines sans chômage et un remboursement des 5 derniers mois qui lui ont payés ! Grâce à la collecte de plusieurs preuves, à la collaboration avec un avocat et à l'organisation HOB0, il ne doit rembourser qu'une partie de l'argent qu'il a reçu. Selon l'ONEM, vous êtes considéré comme cohabitant quand vous vivez en rue...

Entre-temps, Albert est domicilié à son adresse et aura droit à son allocation de chômage au début du mois prochain. Nous continuons à nous battre contre la sanction dans l'espoir qu'à un moment donné cette année, il pourra vivre une vie tranquille.

- Dieter

Ils N'ont Pas D'adresses Mais Occupent Une Place

Comme le disait la chanson de Jacques Brel, au départ, ils ne portent pas de noms mais ils ont un visage. Quand Marthe, nouvellement nommée gérante d'un shop dans une station de métro, découvre une famille assise à côté de la porte d'entrée de son magasin, un bonjour à peine audible retentit en guise d'accueil. Elle ne répond pas et ne souhaite qu'une chose, qu'ils déguerpissent sans rien dire. Elle raconte à ses premiers clients que la présence de ces gens-là la met mal à l'aise. Quelques jours plus tard, ils s'introduisent dans le magasin, Marthe a peur mais dissimule son malaise en leurs parlant gentiment. La glace est brisée et une complicité s'installe, les présentations sont faites. Elle apprend de ces personnes l'histoire du magasin et de ses différents prédécesseurs. Elle découvre que ces gens-là portent des noms et ont une histoire.

Il existe plusieurs Marthe parmi les clients, les navetteurs et les passants.

Il suffit juste d'apprendre à connaître "ces gens-là".

- Benjamin

MA FLAMME, MA CAME
C'EST MA FEMME
QU'ON NE ME BLÂME
À SA VUE MON COEUR FAIT "BAM"
ELLE VAUT BIEN PLUS
QUE MON ÂME



FOCUS MIGRANTS INTRA-EU

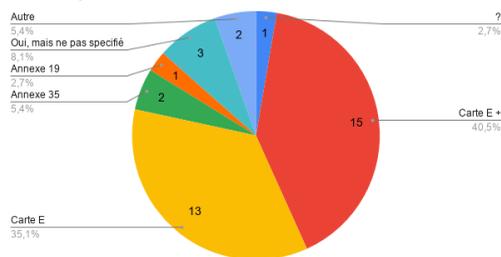
6 idées fausses sur les migrants intra-européens :

De qui parle-t-on ? Des ressortissants de l'Union Européenne, tels que les Polonais, les Roumains, les Français, les Bulgares, les Portugais...

>1. "Ils ont tous droits au CPAS."

Non, nous observons sur le terrain que la réalité est bien plus complexe ! Seuls les européens qui ont un séjour (11.6% des européens que nous accompagnons) ont droit à une aide financière. Les autres ne peuvent être une charge pour l'Etat et doivent être capables de subvenir à leurs besoins. Ceux qui arrivent à obtenir une carte E via la recherche d'un travail risquent

Statut Séjour avec CPAS: n= 37



10

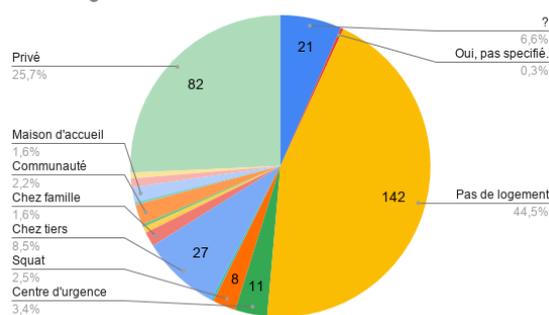
de se la voir retirer s'ils font appel à une aide financière dont fait partie la carte médicale.

>2. "Ils ont tous droit à un logement social."

Non, ils n'ont pas plus droit à un logement social ou via une agence immobilière sociale que n'importe qui d'autre. De plus, il faut constituer un dossier et fournir différents documents tels qu'une attestation de revenus, une composition de ménage, un avertissement extrait de rôle, que ces personnes ne possèdent pas. De plus, il est de notoriété publique que les listes d'attente sont longues et que cela peut prendre entre 5 et 10 ans.

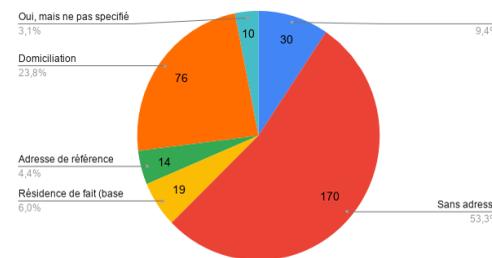
Sur un total de 319 personnes accompagnées, uniquement 5 d'entre elles bénéficient d'un logement social ou AIS.

Sorte Logement: n= 319



>3. "Ils n'ont qu'à chercher un travail."

Adresse: n= 319



Non, ce n'est pas si simple, les agences d'intérim demandent une adresse (encore ce problème d'adresse !) pour pouvoir s'inscrire. De plus, se rendre au travail, être en forme pour travailler, est compliqué quand on n'a même pas de quoi payer son transport, quand on n'a pratiquement pas dormi et qu'on n'a pas l'occasion de prendre une douche ou de manger parce qu'on vit en

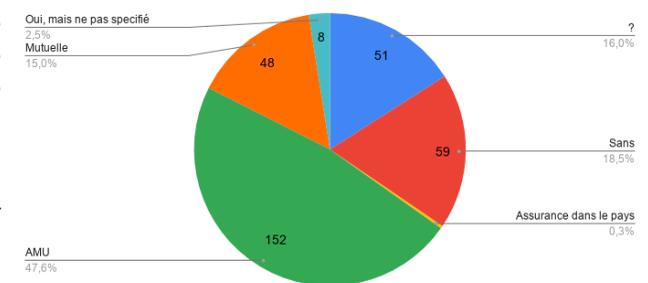
rue. 72% de nos accompagnements n'ont pas d'adresse de domicile ou d'adresse de référence.

>4. "Ils peuvent se faire soigner gratuitement."

En théorie **oui, mais** dans les faits de nombreuses personnes, et souvent les plus fragiles, n'y ont pas accès. Il existe bien en Belgique, l'aide médicale urgente via les CPAS, mais il y a plusieurs étapes pour y parvenir et il s'agit essentiellement, comme son nom l'indique, d'une aide urgente. Par exemple, un patient qui souhaite soigner une assuétude aura uniquement accès à une cure (en moyenne trois semaines) et non à une post-cure qui est pourtant nécessaire pour se stabiliser !

Moins de la moitié des personnes que nous accompagnons ont accès à l'aide médicale urgente, seulement 15% ont accès aux mêmes soins que les Belges via leur mutuelle.

Couverture médicale: n= 319



>5. "Ils n'ont qu'à rentrer dans leur pays."

Non, ça ne fonctionne pas comme ça ! Chaque personne a une histoire unique qui l'a amenée en Belgique. Pour certaines, elles ont vécu et travaillé de façon officielle ou non en Belgique et malgré cela n'ont pas de droit ou ont perdu ceux-ci en perdant leur adresse. Par exemple, suite à un accident de travail ou des ennuis de santé, certaines personnes n'auront pas accès au chômage ou à la mutuelle et se retrouvent sans rien bien que toute leur vie ou leur réseau, dont leur famille, se trouve dans leur pays d'adoption. Pour d'autres, les conditions de vie dans leur pays sont encore plus difficiles que la vie en rue ici.

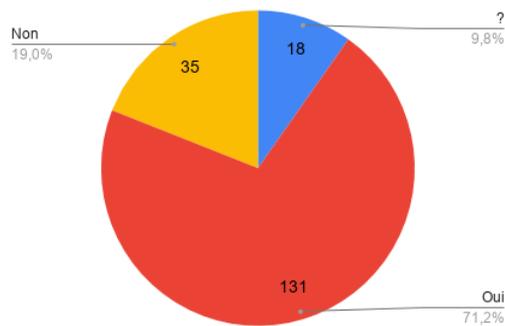
FOCUS MIGRANTS INTRA-EU

> 6. "Ils ont plein d'argent en faisant la manche qui est une mafia organisée !"

Non, la vie en rue est chère car il faut payer pour tout : boire, manger, aller aux toilettes, faire sa lessive, prendre une douche,... et la manche sert uniquement à la survie ! Régulièrement, les habitants de la rue se font voler leurs affaires, il faut donc tout racheter. Pour de nombreuses personnes, il s'agit du seul moyen de subsistance, pour d'autres d'une nécessité pour s'en sortir avec un revenu trop faible par rapport au coût de la vie. Les mafias qui s'enrichissent grâce à la manche sont une légende urbaine, nous n'en avons pas rencontré lors de notre travail en rue.

71% des européens sans revenu ont la manche comme seul moyen de subsistance.

Mendicité: n= 184



* illustration par les chiffres 2019 de l'ASBL DIOGÈNES



Dans le cadre de notre travail de rue et de la place que nous souhaitons occuper dans la société bruxelloise, notre équipe METRO-Liens a choisi d'utiliser des campagnes de sensibilisation pour influencer positivement la perception par l'opinion publique des sans-abri.

Les objectifs de la campagne de sensibilisation sont multiples :

- Donner une place aux habitants de la rue en promouvant leur pleine citoyenneté tout en respectant leur liberté individuelle et leurs droits fondamentaux. Cela commence par le droit à une vie digne, le droit au logement et le droit d'avoir accès à l'espace public;
- Lutter contre les stéréotypes, les jugements, la discrimination et la tendance à criminaliser le sans-abrisme en diffusant des informations détaillées et nuancées;
- Mettre en évidence la diversité des situations rencontrées, les talents des sans-abri, leurs questions et leurs besoins;
- Aborder la prévention "différemment" en mettant l'accent sur une information qualitative et nuancée.

Notre message au grand public est sans équivoque :

"Vous aussi, vous avez un rôle important à jouer !"

En affinant le regard porté sur les sans-abri et en s'intéressant à ce thème, les citoyens peuvent devenir des acteurs essentiels de la lutte contre



l'exclusion sociale.

Les raisons pour lesquelles des personnes se retrouvent en rue sont diverses et variées.

Ensemble, nous pouvons construire un pont entre le monde de la rue et le reste de la société. La rencontre de l'autre est un moyen efficace de lutter contre l'exclusion sociale, pour le développement d'une société plus juste et plus solidaire.

"Il s'agit aussi d'un choix de société!"

14 L'intégration des sans-abri dépasse le niveau interpersonnel et remet en question les différents choix de notre société. Quelle orientation politique prenons-nous pour aider ceux qui en ont le plus besoin ?

Nos recommandations aux nouveaux décideurs politiques:

- veiller à ce qu'une bonne diversité de services de soutien et de soins soit maintenue.
- financer de manière adéquate les programmes qui, comme le travail de rue, fournissent aux personnes des conseils de parcours complets et personnalisés afin de promouvoir leur inclusion sociale, l'accès à leurs droits et au logement.

"Intéressez-vous à la personne qui se cache derrière l'image que vous avez d'elle!"

Afin d'amener les citoyens à une réflexion sur la problématique du sans-abrisme, nous avons choisi de faire référence à des lieux de rencontre contemporains: les réseaux sociaux et les applications de rencontre. Des espaces où le choix d'aller vers l'autre est superficiel puisqu'il se fait uniquement sur base d'un profil. Pourtant si on ne s'y arrête pas, on découvre souvent que la personne derrière ce profil a une identité, des talents, des espoirs et des rêves.

Dans la société, les gens voient aussi au départ une personne sans domicile fixe



de manière superficielle. Les citoyens portent également sur les personnes sans-abri un regard superficiel. Ils s'arrêtent d'abord à leur apparence qui n'est pas toujours positive à cause de conditions de vie difficiles. Cependant, nous remarquons que lorsqu'ils prennent contact et rencontrent les personnes dans la rue, ils apprennent à les connaître de manière différente, au delà du contexte de sans-abrisme. En imaginant notre campagne d'affichage comme un lieu de rencontre, nous pouvons faire en sorte que ces deux niveaux répondent très bien à notre thème. Où nous pouvons souligner l'importance de rencontrer les autres dans notre société.

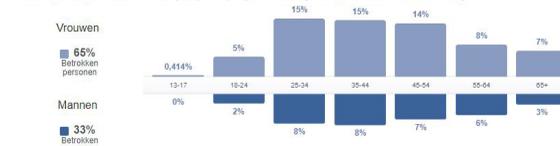
Bilan de notre campagne:

- 10 affiches dans 6 stations de métro différentes
- 4 capsules vidéos sur notre site web, notre page facebook et youtube
- 91 660 vues de nos vidéos sur facebook dont 3381 clics sur celles-ci et 1860 réactions
- Les femmes de 25 à 34 ans ont principalement été touchées
- 60% de visiteurs en plus générés sur le site de Diogènes
- Environ 1000 personnes différentes ont consulté notre site

Pour la campagne de sensibilisation 2020, nous avons choisi de travailler via les différents canaux de médias sociaux. D'une part, nous voulons diffuser notre message de prévention le plus largement possible. D'autre part, nous voulons impliquer autant de personnes que possible dans notre travail et offrir des informations correctes et de qualité sur notre site web.

Pour le développement de la campagne, nous nous sommes associés à l'agence de communication BONJOUR. Nous prévoyons de lancer cette campagne à la fin du mois d'avril.

Het aantal mensen dat over de pagina praat, per gebruiker en geslacht. Dit aantal is een schatting.



Et si on regardait, sans la juger, Laura, habitante de la rue ?



BILAN 2019

Dans le cadre du PGSP de la RBC, 1,5 ETP travail de rue supplémentaire pendant 8 mois.

Orientation et formation des nouveaux collègues dans le tissu social des espaces semi-publics.

METRO-Liens élargit son champ d'action de la STIB à divers espaces semi-publics de la RBC.

Adaptation de notre travail aux modifications constatées sur le terrain et aux nouveaux profils que nous rencontrons.

Collaboration étroite avec la STIB : réunions mensuelles et rencontres avec les employés sur les lieux de travail.

Accès accru et direct au logement durable grâce au projet "Housing First - Station Logement" de l'ASBL DIOGÈNES.

Déplacement de l'accent de l'urgence vers des solutions structurelles.

Augmentation de 63% des personnes différentes rencontrées en 2019.

PERSPECTIVES 2020

Consolider l'équipe dans son travail avec les habitants de la rue jusqu'à une intégration positive.

Poursuite de notre collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés: Ministres, STIB, secteur sans-abri ...

Développer et rechercher des pratiques innovantes pour aider les gens à s'intégrer dans la société.

Faire connaître la situation réelle du terrain de façon constructive et positive des migrants européens.

Encourager un travail plus intersectoriel entre les différents secteurs.

Poursuivre des campagnes de sensibilisation

Formation aux professionnels qui entrent en contact avec notre public, mais qui n'ont pas été formés à ce sujet.

Au cours de notre travail sur le réseau de la STIB, nous avons été confrontés à diverses reprises des situations qui nous ont interpellées. Nos recommandations :

Laisser les habitants du métro vivre dans leur environnement et **éviter de déplacer le problème** par des actions répressives, car cela entrave leur inclusion sociale et administrative.

Ouverture de **salles de consommation à moindres risques** en réponse aux nuisances créées par la consommation de drogues dans l'espace public. Ces espaces garantiront une plus grande dignité des consommateurs et un meilleur accès à l'aide et aux soins.

Accorder à tous le droit à une **adresse de référence**, afin de débloquer la situation administrative des personnes qui n'ont pas un statut légal et ainsi de faciliter leur transition vers le logement et le travail.

Trouver une solution pour les personnes issues de **l'immigration intra-européenne**, pour qui les pistes d'insertion sont actuellement limitées.

Un **accès plus large et plus facile au logement** pour les personnes qui ne répondent pas aux critères du programme "Housing First".

Renforcer les équipes des **collaborateurs de prévention** pour éviter la perte de logement.

Encourager le **travail intersectoriel**.

Simplifier **l'accès à l'aide médicale urgente** et élargir celle-ci à une couverture complète (post-cures, maladies physiques ou psychiatriques chroniques...).

Améliorer **l'accès aux antennes du CPAS**. Elaboration de procédures et de règles plus simples, plus transparentes et transversales à l'ensemble des CPAS.

RECOMMANDATIONS

L'EQUIPE

Alexandra Trips

> Alexandra@diogenes.brussels
> 0486 66 85 93

Benjamin Ntabundi

> Benjamin@diogenes.brussels
> 0489 57 44 72

Dieter Van Den Broeck

> Dieter@diogenes.brussels
> 0484 15 00 36

Jayne Berge

> Jayne@diogenes.brussels
> Jusqu'en décembre 2019

Joris Sabo

> Joris@diogenes.brussels
> 0484 15 01 38

Bram Van de Putte

> Bram@diogenes.brussels
> 0488 67 38 89
> Coordinateur Projet METRO-Liens



18

19

asbl Diogènes



10, place de Ninove
1000 Bruxelles



02.502.19.35



info@diogenes.brussels



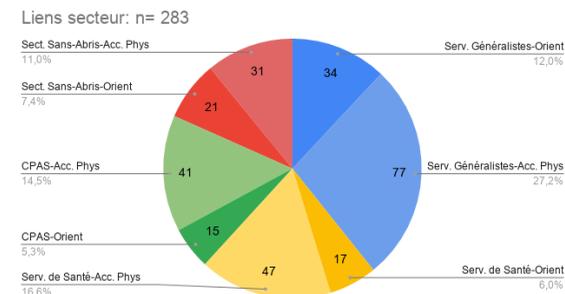
Asbl Diogenes vzw



Que nous disent les chiffres de 2019 ?

NOMBRE DE CONTACTS :

En 2019, nous comptons un total de 1330 interventions pour l'équipe de METRO-Liens. Nous avons rencontré 402 personnes différentes, offrant un accompagnement social plus approfondi à 344 personnes.



TYPES D'INTERVENTIONS :

En 2019, 63 % des interventions sont basées sur la création d'un lien. Les nouveaux travailleurs de rue s'intègrent dans le tissu social de Bruxelles. Une bonne connaissance du réseau est la base d'un travail de proximité et une condition nécessaire au développement de notre projet. Cet accompagnement psychosocial comprend la recherche de contacts, la création d'un lien de confiance, le renforcement de l'estime de soi, le désir de réfléchir ensemble à un projet futur et bien plus

Néanmoins, une grande partie de notre temps de travail est consacrée à guider et à orienter (22%) les gens vers le réseau. Ce réseau est constitué pour une part limitée d'organisations du circuit des sans-abri. Nous optons principalement pour des parcours qui permettent aux gens de se réinsérer dans la société :

82% des services généralistes.

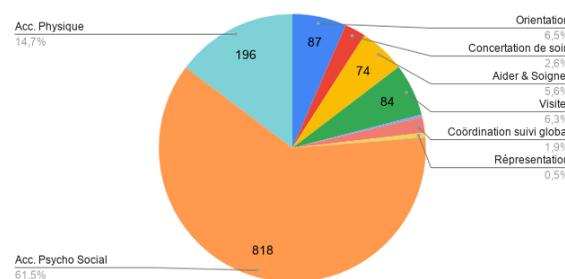
De plus, nous pouvons constater que 50% des lieux où se passent ces rencontres se trouvent dans l'espace semi-public. L'équipe de METRO-Liens accorde deux fois plus d'attention à l'espace semi-public que les autres travailleurs de rue de Diogenes (22% des interventions dans l'espace semi-public).

METRO-Liens continue à travailler avec les personnes que nous accompagnons même si elles se déplacent dans des espaces publics comme la rue (35%) ou dans des espaces privés comme un logement ou une organisation (15%).

Dans les espaces semi-publics, 32% des interventions concernent les femmes. 76% des interventions ont lieu auprès des habitants de la rue âgés de 30 à 54 ans, dont les trentenaires constituent le groupe le plus important.

40 % des interventions dans les espaces semi-publics concernent des personnes de nationalité intra-européenne, en plus de 37 % de Belges et 23 % de non-Européens.

Interventions : n= 1330

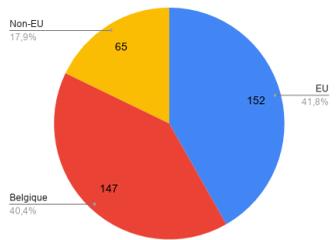


Sur les 851 dossiers actifs à l'AS-BL DIOGÈNES, nous avons examiné de plus près ceux des 399 personnes qui investissent l'espace semi-public (+14% par rapport à 2018).

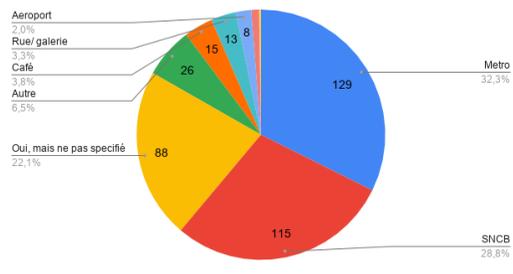
41,8% des habitants de la rue que nous rencontrons dans l'espace semi-public sont des migrants intra-européens. Une augmentation de 8,8 % par rapport à l'année dernière. Les Roumains (15,9 %) et les Polonais (15,7 %) constituent les groupes les plus représentés. Parmi les migrants non-européens, les citoyens marocains constituent un groupe important, avec 10,2 % de notre groupe cible.

79 personnes présentes dans l'espace semi-public sont parents d'enfants vivant en Belgique. 60 enfants sont en âge d'obligation scolaire; seul un peu plus de la moitié est scolarisé.

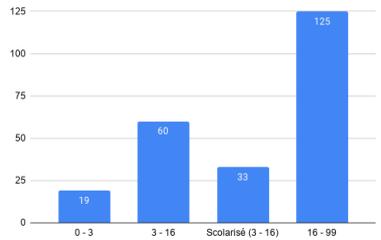
Nationalité: n= 364



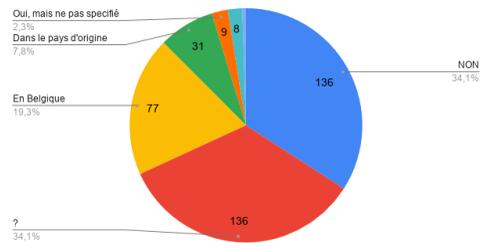
Espace Semi-Public: n= 399



Âge enfants et scolarisation

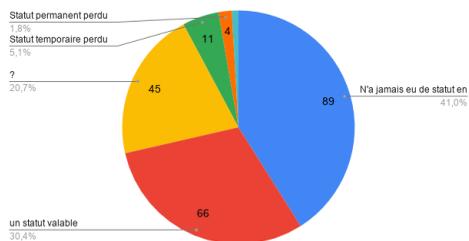


Enfants: n= 399

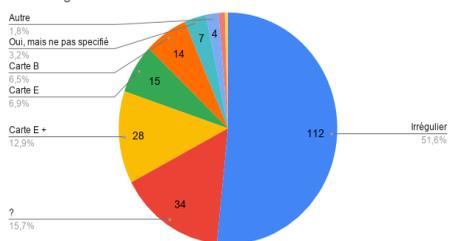


Sur les 217 non-Belges dans les espaces semi-publics, 55,7% sont sur le territoire belge depuis plus de 5 ans. 51,6 % n'ont pas de statut juridique et 41 % n'ont jamais eu de résidence légale. Le principal motif de migration en Belgique (53,5%) est économique.

Permanence statut: n=117

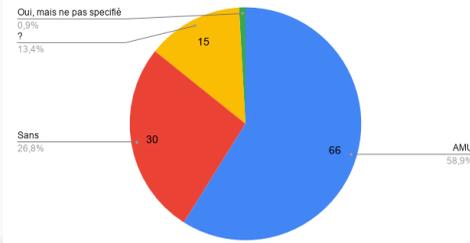


Statut légal: n= 117

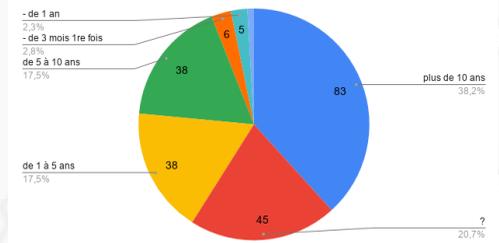


ESPACE SEMI-PUBLIC

Couverture médicale: n= 112



En Belgique depuis: n= 117



Parmi les 32 % qui ont un permis de séjour, 90 % ont des revenus légaux, il y a moins d'alcoolisme (-6,4 %) et ils mentent moins (-30,9 %). On constate toutefois une augmentation des problèmes de drogue (+5,5 %).

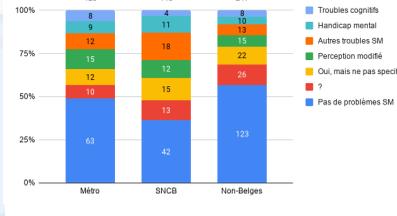
58,9 % des non-Belges de l'espace semi-public ayant un séjour irrégulier ont accès à une aide médicale d'urgence, tandis que 26,8% restent sans aucune couverture médicale.

En fonction des types d'espaces semi-publics,

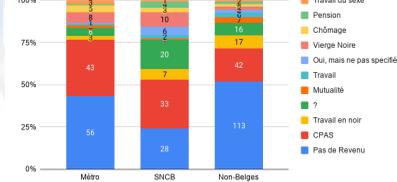
on observe des problématiques différentes. Par exemple, on constate que les personnes qui investissent le métro (N = 129),

mentent (69,8 %) et ont souvent un problème d'alcool (61,2 %) ou de drogue (53,5 %). La majorité des habitants du métro n'a pas de logement (65,6 %) et près de la moitié n'a pas de revenu légal ou autre (48,6 %). 43,4% de ces personnes souffrent de problèmes de santé mentale.

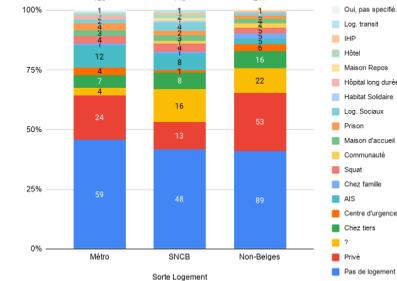
Santé Mentale



Revenu



Sorte logement



Les habitants des gares (SNCB)(N=115) mentent moins (50,4 %) et sont davantage confrontés à un problème d'alcool (64,3 %) qu'à un problème de drogue (30,4 %). Ils ont davantage accès à un revenu légal (68,7 %), mais n'ont souvent pas de logement (59,6 %). 52,2% souffrent de problèmes de santé mentale.

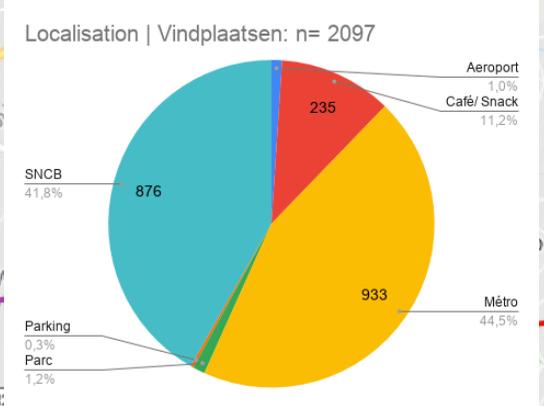
CIFRES CIJFERS

- Line 1
- Line 2
- Line 5
- Line 6
- Métro
- Café/ Snack
- SNCB
- Parc
- Aéroport
- Parking

LOCALISATION

Cette carte est disponible sur notre site web : www.diogenes.brussels et donne un aperçu interactif des différentes localisations de l'espace semi-public où les travailleurs de rue de Diogènes vont travailler.

Dans le métro, la plupart des habitants de la rue se trouvent sur les lignes 2 et 6 de la région nord-est. Outre une grande concentration de rencontres dans les stations de la SNCB sur l'axe nord-sud, les travailleurs de rue investissent également dans des stations plus petites. Nous rencontrons les gens dans un café ou dans un snack, cela surtout dans le centre de Bruxelles. Nous travaillons dans la périphérie avec la STIB ligne 1 et ligne 5 à l'est, l'arrêt de tram Heembeek et l'arrêt de tram Diamant sur la ligne 7. Nous voyons un certain nombre de personnes à l'aéroport international de Bruxelles.



VINDPLAATSEN

Deze kaart kan u terugvinden op onze website: www.diogenes.brussels en geeft een interactief overzicht van de verschillende vindplaatsen in de semi-publieke ruimte waar straathoekwerkers van Diogenes aan het werk gaan.

In de metro vinden we de meeste mensen in de noordoostelijke regio op lijn 2 en 6. Naast een grote concentratie van ontmoetingen in de NMBS stations op de noord-zuidas zien we dat straatbewoners ook investeren in kleinere stations. We ontmoeten mensen op café of in een snack vooral in het centrum van Brussel-stad. We werken eveneens in de periferie met in het oosten op lijn 1 en lijn 5 van de MIVB, tramhalte Heembeek en Diamant op lijn 7. In Brussels International Airport zien we een aantal mensen.

